

## Les données économiques de l'évolution actuelle au Moyen-Orient

Jean Mehling

Volume 33, numéro 1, avril-juin 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001212ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001212ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mehling, J. (1957). Les données économiques de l'évolution actuelle au Moyen-Orient. *L'Actualité économique*, 33(1), 5-34.  
<https://doi.org/10.7202/1001212ar>

# Les données économiques de l'évolution actuelle au Moyen-Orient

*Les événements récents survenus au Moyen-Orient ont mis en lumière, si cela était encore nécessaire, l'importance dominante du pétrole dans l'économie du Moyen-Orient. Peut-être est-il trop habituel de croire que le pétrole est le seul centre de gravité économique valable de cette région. M. Mehling retrace les types de développement qui s'y sont manifestés et dégage les facteurs d'intégration sans lesquels la croissance économique et politique du Moyen-Orient serait compromise.*

Il existe, pour parler comme les économistes, une « hypothèse simplifiée » à propos du Moyen-Orient, et une hypothèse qui tient compte des complications véritables de la situation.

L'hypothèse simplifiée, c'est celle qui voit dans le Moyen-Orient un bloc monolithique, dont les problèmes revêtent une permanence d'autant plus évidente qu'une traversée-éclair d'ouest en est, du Caire à Abadan, laisse au voyageur l'impression d'une série de dunes. Tout apparaît d'une lumineuse clarté : le Moyen-Orient est la partie désertique du monde qui, s'étendant entre l'Occident et l'Asie proprement dite, ne peut qu'être miséreuse, puisqu'elle ne dispose que de maigres ressources économiques. Toujours dans l'analyse superficielle à laquelle correspond l'hypothèse simplifiée, un bloc économiquement monolithique ne saurait, en bonne logique, que réagir de façon globale, et les solutions à apporter à ses difficultés ne sauraient, elles aussi, qu'être globales.

Cette dernière remarque contient-elle en germe la réponse aux angoissantes questions du moment ? Ne serait-ce pas plutôt là qu'on devrait rechercher l'explication fondamentale du gigantesque dialogue de sourds auquel nous assistons, à propos du

Moyen-Orient? Est-il conforme aux impératifs de la vie économique de se contenter d'une explication globale, laquelle, évidemment, ne peut correspondre qu'à une hypothèse simplifiée — simplifiée même au delà de toute logique — ?

Comment ne pas tenter, en premier lieu, de comprendre le langage des chiffres? Ce sont eux, d'ailleurs, qui donnent du Moyen-Orient cette sorte de vue cavalière dont politiciens et économistes ne peuvent se dégager (ont-ils tout à fait tort?) dans leur recherche actuelle de solutions d'urgence. Les chiffres semblent parler un langage clair, trop clair peut-être. Ils présentent au moins une qualité fondamentale: ils donnent à l'analyste pleine conscience des constantes du Moyen-Orient: insolubilité apparente des difficultés de nature agricole, possibilité d'un élément «recettes» toujours plus important dans la future balance des comptes du Moyen-Orient avec le reste du monde. La pleine compréhension de ces données fondamentales, le fait de réaliser pleinement les obstacles qui se sont dressés, ou que l'on a dressés, devant toute solution qui tendait à modifier les données en question, tout cela explique pourquoi le Moyen-Orient est demeuré une économie primitive, une «économie simplifiée» que l'on a cru pouvoir faire rentrer dans le cadre d'une «explication simplifiée»; tout cela conduit ensuite à découvrir quelles formes devraient aujourd'hui (aujourd'hui où nous sommes à quelques doigts de la guerre, dit-on parfois) revêtir les plans économiques d'aide au Moyen-Orient.

\* \* \*

*Comment ne pas s'intéresser avant tout aux chiffres? soit à l'hypothèse simplifiée.* On nous pardonnera de résumer, en un tableau, des chiffres somme toute d'une simplicité déconcertante. Cette extrême simplicité correspond à l'idée que l'on se fait du Moyen-Orient. Les revues américaines, par exemple, présentent fréquemment ce genre de tableau synoptique, et croient nécessaires d'ajouter: «le Moyen-Orient, tel que défini par le Département d'État», ou quelque commentaire de cette nature. Or, il faut bien le dire, c'est Washington qui, désormais, règle le sort économique, mais aussi le sort politique du Moyen-Orient. La façon dont l'Amérique, héritière du passé économique-politique de la Grande-Bretagne

et de la France, envisage le ou les problèmes du Moyen-Orient nous apparaît d'une importance capitale. Ce n'est pas sans raison que nous avons intitulé ces quelques remarques: hypothèse simplifiée du monde arabe.

Traduire en chiffres le Moyen-Orient n'est pas chose aisée. Les pays intéressés ne nous fournissent eux-mêmes que des relations fragmentaires de leur propre activité économique. De toute façon, est-il possible d'aborder le problème comme on le ferait à propos des économies de notre monde occidental? Un exemple fera comprendre ce que nous entendons par là. L'Arabie séoudite est-elle autre chose qu'une féodalité politique? Il sera à nouveau question, plus loin, de cet important problème de la mauvaise répartition des revenus, dans la plupart des pays du Moyen-Orient. L'économiste Gunnar Myrdal a même, à ce propos, failli déclencher une gigantesque tempête voici quelques années. Belle occasion, en vérité, pour nous, d'attirer l'attention du lecteur sur l'actualité économique, qui est, bien entendu, sœur de l'actualité politique. Ainsi, étant admise la féodalité du régime politique de l'Arabie, par exemple, que représenteront les chiffres qui nous sont révélés? L'auteur de ces quelques remarques a trop longtemps vécu dans des pays dits sous-développés pour ne pas savoir avec quelle prudence il convient d'accepter les pseudo-statistiques qui nous en sont fournies. Tout se réduit à des approximations; ou encore, tout correspond à des fins de propagande. Quant aux géographes auxquels, en fin de compte, il nous faut recourir, faute de mieux, leurs estimations sont souvent fort imprécises elles aussi (pour les mêmes raisons, d'ailleurs).

**A) Données générales: MOYEN-ORIENT<sup>1</sup>**

1) Ce qu'il faut comprendre sous ce terme:

Arabie séoudite, Irak, Jordanie, Yemen, Aden  
Égypte  
Liban  
Israël  
Syrie

2) Superficies et populations comparées:<sup>1</sup>

Moyen-Orient	{	superficie globale:	1,549,332 milles carrés
		population:	42,000,000 hab.
États-Unis	{	superficie globale:	3,022,387 milles carrés
		population:	168,000,000 hab.

1. U.S. News and World Report, 14 décembre 1956, page 35 et suivantes.

## L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

### B) Agriculture (ou problème no 1 des importations?):

- |                     |  |                |
|---------------------|--|----------------|
| 1) Arabie séoudite: | néant  | } Total: néant |
| 2) Irak:            | inexistante  |                |
| 3) Jordanie:        | "  |                |
| 4) Yemen:           | "  |                |
| 5) Aden:            | "  |                |
| 6) Égypte:          | localisée dans la seule vallée du Nil — Rôle primordial du coton comme monnaie d'échange.  |                |
| 7) Liban:           | fait une exception à la règle (proximité de la mer).   |                |
| 8) Israël:          | fait partie du Moyen-Orient, mais pas du monde arabe — seule exception agricole; mais résultats obtenus dans les pires conditions. |                |
| 9) Syrie:           | Seule capable de subvenir partiellement à ses besoins agricoles.   |                |

### C) Moyen-Orient et besoins fondamentaux:

absence totale de fer et de charbon.  
peu ou pas d'énergie hydro-électrique.  
nécessité d'importer la totalité des produits manufacturés.

### D) Les monnaies d'échange (ou problème des exportations):

- 1) Monnaies d'échange de nature agricole:  
néant.
- 2) Monnaies d'échange de nature industrielle:  
le pétrole,  
le coton (Égypte).
- 3) Données simplifiées à propos du pétrole:  
45 p.c. environ de l'ensemble des besoins en pétrole de l'Europe passent par Suez;  
plus de 60 p.c. du pétrole du Moyen-Orient passe par Suez;  
40 p.c. du pétrole du Moyen-Orient passe par les ports de la Méditerranée;  
entre 1948 et 1955, la consommation en pétrole de l'Europe occidentale a triplé, par individu;  
le Moyen-Orient détient près de 65 p.c. des réserves mondiales en pétrole.

Nous avons présenté le «Moyen-Orient économique» à traits grossiers. Le lecteur pensera peut-être qu'aucune analyse sérieuse ne saurait sortir d'une simplification aussi poussée de données déjà fort rudimentaires.

En réalité, si semblable impression a pu être donnée, le but poursuivi par cette étude est presque atteint. Le Moyen-Orient économique paraît une donnée simple. Les difficultés auxquelles, depuis plusieurs mois, se heurte le monde, pourraient probablement se trouver réglées sans grandes difficultés, si l'économique était seul en cause. Nous serions presque enclin à soutenir cette théorie selon laquelle tous les problèmes sont clairs, toutes les solutions à

trouver sont simples : seules demeurent d'une ridicule complication les méthodes utilisées soit pour acquérir une vue claire des problèmes, soit pour mettre en pratique les remèdes qu'on pense avoir découverts.

En somme, s'il est exact qu'on puisse s'en tenir, dans la compréhension de l'actuel problème du Moyen-Orient, à une vue simplifiée, on n'aura plus le droit, désormais, de prétendre que l'économie est une notion obscure, mais bien plutôt que le qualificatif s'applique à la politique économique elle-même, laquelle n'aboutit, trop souvent, qu'à des considérations purement politiques. Nous en arriverons ainsi, peu à peu, non plus à la critique des solutions économiques actuellement proposées pour le Moyen-Orient, mais à celle des absences de solutions, ou des solutions politiques (nous pensons tout particulièrement à la prétendue « doctrine Eisenhower », dont il nous faudra bien parler avec netteté).

Depuis que les économistes se penchent sur le problème de l'équilibre, en matière économique, rien d'autre que les vieilles règles fondamentales d'un équilibre total n'a été découvert. Il n'est pas question ici d'analyser dans le détail une théorie présente, sans aucun doute, à tous les esprits. Tout au plus se contentera-t-on d'en rappeler les traits principaux, aux seules fins de servir de cadre aux considérations qui suivront, dans l'analyse de l'actualité économique du Moyen-Orient. On sait également que le Colbertisme n'était en somme qu'un protectionnisme poussé à ses limites extrêmes. Le célèbre Français était-il simplement un naïf, tout entier soumis à l'irréalisable idéal d'un système d'échanges avec l'étranger achetant toujours, ne vendant jamais? S'agissait-il vraiment pour lui de protéger les réserves d'or nationales? L'équilibre escompté n'était-il en somme qu'un équilibre financier : pas plus de dépenses que de recettes, dans les relations du pays avec ses voisins?

Il est facile de railler. Pourtant, cette vieille théorie trop vite taxée de simplisme correspondait en somme à trois idées maîtresses, qu'aujourd'hui encore le Moyen-Orient peut et doit reprendre à son compte.

1° L'équilibre des comptes internationaux, c'est-à-dire de la comptabilité des échanges de la nation avec les autres pays, signifie

simplement qu'on se refusera à tout achat qui ne soit compensé par une vente. Il signifie aussi qu'un équilibre n'est jamais ou économique ou financier, mais l'un et l'autre à la fois.

2° Nous approchons à présent d'un ensemble de considérations où le Moyen-Orient actuel peut se reconnaître tout entier. Une balance des comptes internationaux en équilibre peut-elle faire abstraction de tout ce qui n'est pas ce que l'on nomme, dans le jargon économique, du domaine des biens visibles? Par visibles, on le sait, les économistes de langue française désignent en somme tout simplement les marchandises qui franchissent les frontières nationales, et représentent pour les comptes internationaux du pays une masse de recettes comptables ou de dépenses. Or, la théorie économique ne cesse de rappeler qu'il y a plus, et peut-être mieux, que ces marchandises, dans la comptabilité internationale: l'ensemble de ce que l'on nomme services (transport, assurance, tourisme, intérêts sur capitaux, rapatriements d'économies, louage de services des ingénieurs engagés à l'étranger, etc. . .) constitue une gigantesque somme de recettes pour les pays dont l'économie est suffisamment développée.

Aussi (c'est cela qui constitue la seconde idée énoncée ici), le Colbertisme n'était en somme que l'attitude économique la plus logique d'un pays insuffisamment développé, mais désireux de se développer davantage. Nous verrons que la nécessité impérieuse où se trouve le Moyen-Orient de ne compter que sur ses exportations visibles, a donné une forme très particulière non seulement à la politique actuelle du Moyen-Orient, mais à la politique tout court dont les récents événements ne sont en somme que le reflet.

3° Est-il possible de pousser plus avant le raisonnement sans apporter aux remarques précédentes une restriction d'importance? Nous avons raisonné, à propos de la balance des comptes et de l'équilibre recherché, en partant de l'idée que deux groupes se trouvaient en présence: d'un côté une nation homogène (ou, en tout cas, soumise à un pouvoir économique-politique central unique), de l'autre ses partenaires internationaux. Est-il possible, à propos d'une analyse consacrée au Moyen-Orient, de pousser plus avant la comparaison amorcée? N'y a-t-il pas précisément, dans le cas du Moyen-Orient, une dissemblance fondamentale avec les caractéristiques énoncées tout à l'heure? Cette différence serait l'absence

d'unité économique-politique des divers pays du Moyen-Orient, ayant pour résultat de rendre absolument vaine notre comparaison.

C'est là justement, nous le verrons plus tard, que le bât blesse. Depuis un siècle au moins, le Moyen-Orient se présentait sous la triple forme d'un ensemble politique hétérogène; d'où, bien entendu, résultait un agglomérat d'économies souffrant toutes des mêmes malaises, mais incapables d'y apporter le moindre remède. Or voici que précisément les choses paraissent évoluer dans une direction qui risque bien de rendre à la théorie exposée toute sa valeur: prise de conscience de l'hétérogénéité de l'agglomérat que constituent les diverses nations du Moyen-Orient; prise de conscience toujours plus nette de l'impossibilité de faire fonctionner de façon normale les lois économiques en l'absence de toute unité sinon économique du moins politique; prise de conscience de l'obstacle quasi insurmontable que représenterait, dans la réalisation de ce plan, l'existence d'Israël, État non arabe (donc non assimilable au bloc à constituer); recherche de l'unité économique par l'élaboration d'un système à tout le moins «supervisé» par l'un des partenaires. Bref, tout cela pourrait bien constituer, précisément, l'explication recherchée dans le pourquoi de la politique de Nasser, par exemple.

On entrevoit déjà où peut conduire l'analyse du tableau schématique que nous avons dressé précédemment. Nous tenterons, pour l'instant, de n'en dégager que la leçon strictement économique. Il nous faudra bien, cependant, ne plus nous contenter de l'hypothèse simplifiée, en y introduisant des considérations quelque peu extra-économiques.

\* \* \*

Si nous écrivons que le *problème économique central du Moyen-Orient nous paraît le problème agricole*, c'est parce qu'en fin de compte l'unique objectif de toute activité économique n'a jamais été et ne sera jamais (au moins en stricte logique), que la recherche des moyens les plus aptes à satisfaire les besoins des individus et des collectivités. C'est un cadre étroit dans le fond que celui de ces considérations fondamentales, un cadre nettement délimité cependant, visible aux yeux des moins clairvoyants. Quiconque feint de trouver ailleurs les solutions valables aux difficultés éco-

nomiques et politiques du monde nous semble faire erreur. Cela place le problème agricole au tout premier rang des considérations. Deux solutions, et deux seulement, se révèlent capables de satisfaire notre axiome: production par les pays intéressés, ou importation de l'étranger. Dans le cas du Moyen-Orient, on peut affirmer, en l'absence même de statistiques récentes ou précises sur le sujet, que l'importation demeure la seule formule admissible. Il y a à cela un certain nombre de raisons, qui n'ont rien de bien mystérieux; les arguments sont ici essentiellement de nature géographique: aridité du sol, pénurie en eau.

Quel que soit le poids des arguments purement géographiques, l'analyse comparée des divers pays du Moyen-Orient conduit le lecteur à une certaine sévérité à l'égard des pays strictement arabes du Moyen-Orient. Nul ne songe à méconnaître l'acuité de leurs difficultés agricoles. La nature ne les a guère favorisés. Pourtant, la comparaison des résultats atteints par l'actuel État d'Israël fait perdre du poids à tout essai d'explication des difficultés rencontrées par ses voisins. Israël (mise à part sa situation en bordure de la Méditerranée) nous apporte la preuve, depuis de nombreuses années, des possibilités offertes par le sol du Moyen-Orient. Il faut bien le reconnaître l'Arabe, d'une façon générale, est plus nomade de tempérament qu'agriculteur. Nous n'inventons rien. Ibn Khaldoun<sup>1</sup> lui-même en tirait gloire, estimant que les peuples nomadiques détiennent des trésors de dynamisme dans cette politique économique rudimentaire. Un fait demeure indiscutable: le Moyen-Orient n'est pas condamné irrémédiablement à la misère agricole. Il est plus que probable qu'il demeurerait toujours importateur, même s'il exploitait le sol avec la même ardeur que l'État d'Israël, par exemple. On ne devra pas perdre de vue les quelques chiffres contenus dans notre tableau: sur une superficie deux fois moindre que celle des États-Unis vit une population quatre fois moindre. La comparaison doit d'ailleurs s'arrêter là: géographiquement, le territoire des États-Unis offre bien plus de possibilités en matière agricole que le Moyen-Orient. Malgré tout, on ne nous empêchera pas d'affirmer que, devenu, au moins dans des proportions honorables, une contrée plus agricole, le Moyen-

1. Consulter à ce sujet: Gaston Bouthoul, *Traité de Sociologie*, Paris, (Payot), 1946, p. 23.

Orient lui aussi pourrait émerger de sa misère. Il suffit d'avoir longé, par exemple, les rives du Nil pour comprendre la chose. Qu'on traverse simplement le Caire. Magnifiques jardins fleuris, herbe verte, telle est l'impression qui accompagne le promeneur jusqu'à un instant où, brutalement, sans la moindre transition, réapparaît le sable. Le sol n'a pas changé, mais les moyens mis à sa disposition : eau ou travail, les deux à la fois probablement.

Le lecteur n'en tirera pas la trop hâtive conclusion que les pays arabes sont les uniques responsables de leur misère agricole. Partiellement, la réponse nous paraît acceptable. Pourtant, l'excessive simplicité d'une situation économique douloureuse mais dont la solution n'est en somme guère difficile à découvrir, ne concerne, précisément, que l'aspect économique du Moyen-Orient. Nous verrons ultérieurement jusqu'à quel point l'économie peut se trouver défigurée par le non-économique.

Nous avons écrit que tout le mal pourrait bien provenir en partie de l'hétérogénéité des divers pays qui composent le Moyen-Orient. C'est de là, peut-être, que proviennent les difficultés économiques. C'est de la prise de conscience du phénomène, et du désir d'y mettre fin que découlent, pensons-nous, les difficultés politiques de la situation actuelle du Moyen-Orient.

Que faut-il entendre par hétérogénéité au sens économique du terme? Le mot signifie que Moyen-Orient n'est pas synonyme de Monde arabe. Ici encore l'économiste se trouve en présence de toutes sortes de données extra-économiques qui agissent sur les lois auxquelles il croit pouvoir reconnaître l'existence. Nous avons tenté une comparaison avec la doctrine chère à Colbert : pratiquer une sorte de protectionnisme économique, aux seules fins de faire un tout homogène de ce qui n'était alors que juxtaposition de micro-organisations économiques ; arriver à former un bloc ! Cette remarque prendra toute sa valeur lorsque nous aurons parlé de l'autre aspect du problème de l'équilibre : celui de l'exportation. Pourtant, dès à présent, elle n'est pas dépourvue de portée. Si l'on examine, même très brièvement, l'ensemble fictif (fictif actuellement) que les Chancelleries occidentales nomment Moyen-Orient, comment se présente la situation?

Les pays véritablement arabes du Moyen-Orient forment un bloc (d'ailleurs peu homogène pour des motifs divers): ce que nous pourrions appeler le bloc des «agricolement nuls». Aridité, indolence des individus, absence d'eau, peu nous importe à laquelle de ces causes attribuer le mal. Il existe; c'est là ce qu'il importe de savoir: il ne sert à rien de s'appesantir sur des détails pour déterminer lequel de ces pays se trouve au degré le plus bas. Ils ont entre eux le trait commun de l'insuffisance agricole: Arabie, Irak, Jordanie, Yémen se ressemblent à ce point de vue.

Le cas de l'Égypte est légèrement différent en apparence, semblable dans son fond. Ce pays appartient-il réellement au Moyen-Orient? Bien qu'africain, — malgré cela, devrait-on écrire — il est pays arabe, et comme tel, susceptible de s'apparenter au groupe précédent. Cependant, sa destinée agricole est infiniment plus nette que celle des autres pays arabes: le Nil peut être source d'immenses richesses, tandis qu'ailleurs le Jourdain par exemple demeure, en dépit des affirmations contraires, un fleuve de second ordre. Malgré tout, l'insuffisance des ressources agricoles actuelles de l'Égypte constitue une véritable commune mesure entre l'Égypte et les pays arabes du Moyen-Orient.

Voici donc, dans l'hétérogénéité du Moyen-Orient, un premier groupe qu'on peut qualifier d'homogène; son homogénéité économique se présente sous un aspect essentiellement négatif: celui de la pénurie agricole, ou tout au moins d'une très grande insuffisance.

Mais alors, où est l'hétérogénéité prétendue dont on a parlé? Laissons de côté le cas du Liban, qui n'est pas un pays arabe, et qui, du point de vue agricole, fait exception à la règle. Il ne nous reste, pour expliquer la notion en question, qu'un seul cas: celui d'Israël. Israël constitue une exception économique, sans aucun doute, dans le Moyen-Orient actuel. S'il est exact d'affirmer que, travaillant dans la paix, le pays serait en mesure de donner à tous les pays sous-développés une leçon de production, les difficultés agricoles ont malgré tout réussi à être vaincues. Le malheur pour Israël est précisément de ne pas constituer un pays arabe. Du même coup — pour des motifs extra-économiques — cette Nation constitue une brisure dans la constitution d'un groupe homogène. La brisure est accentuée encore par les dimensions politiques qu'on a données

à l'État d'Israël: séparation en deux parties imposée au bloc des pays arabes. Du point de vue politique, la chose doit gêner ceux-ci de façon considérable. Est-il exact de dire qu'il en soit de même si l'on envisage l'aspect économique du Moyen-Orient? Il ne faut pas hésiter à répondre par la négative. L'exception que constitue Israël, du point de vue agricole, n'est due qu'à l'incroyable volonté du peuple juif. Le prolongement d'Israël jusqu'au golfe d'Aqaba ne nuit en rien aux plans agricoles du monde arabe pour la simple raison que la semi-prospérité d'Israël n'enlève rien à ses voisins. Il semble donc qu'il faille aboutir à la conclusion suivante.

Si l'État d'Israël constitue un élément économique hétérogène dans le bloc des pays du Moyen-Orient, ce n'est que pour des motifs politiques. Il resterait à démontrer que, retombant aux mains des Arabes, Israël constituerait pour ceux-ci un appoint sérieux dans leurs insuffisances agricoles. Ce qui existait avant la naissance de l'État d'Israël reverrait tout simplement le jour: retour à un nomadisme contraire à toute idée d'agriculture scientifique. Ainsi, insuffisamment développés au point de vue agricole, les pays auxquels s'attachent les remarques précédentes (Israël et le Liban ne constituant que des exceptions incapables de bouleverser le problème) se trouvent-ils dans une situation sans issue, au moins au premier abord. L'essentiel — l'agricole — leur fait totalement défaut.

Existe-t-il pour le Moyen-Orient un moyen de faire face à ce non-sens économique: ne subsister qu'à l'aide d'importations massives (de biens agricoles, et bien entendu aussi de produits manufacturés), ou accepter une misère d'autant plus durable qu'il n'a pas les moyens d'y échapper et qu'on est en droit de douter de son acharnement à y mettre fin par des moyens purement économiques?

\* \* \*

*Le mal le plus grave du Moyen-Orient actuel se trouve ici dans le problème des exportations.* Et nous ne parlons pas seulement des difficultés économiques du Moyen-Orient, mais également de ses difficultés d'ordre politique. À la rigueur, les pays arabes eussent accepté un régime alimentaire peu enviable, la permanence d'une situation qui dure depuis des siècles. Est-il même tellement

certain, comme on le laisse parfois entendre, que les masses populaires aient jamais eu pleine conscience de leur sort? Ce n'est là évidemment qu'une hypothèse gratuite. Quoi qu'il en soit, il ne fait pas de doute qu'une amélioration des conditions générales des individus eût été bien vue par les bénéficiaires eux-mêmes. Il est certain aussi que les propagandes de toutes sortes trouvent toujours prise sur des hommes sous-alimentés, quels que soient les responsables de cet état de choses. L'étrange, la paradoxale situation des rapports économiques entre Moyen-Orient et monde occidental devait fournir à l'ambition humaine d'excellents arguments de propagande: elle l'a fait, nous allons le voir.

Il est difficile d'exposer sans passion le problème des exportations du Moyen-Orient. L'analyste aimerait pouvoir envisager la situation avec la froideur que requiert, paraît-il, l'examen d'un problème économique.

Or, dès le début, le voici projeté au centre d'un monde économique étrange, où s'enchevêtrent les chiffres et l'usage qu'on en peut faire, l'économie, et l'ambition des nations jointe à celle des individus. Quels traits essentiels dégager de ce magma plein de points sombres, sans être aussitôt taxé de partialité?

Le problème des exportations nous paraît se présenter de la façon suivante: le Moyen-Orient, considéré pays par pays, détient les biens économiques capables d'équilibrer la balance des comptes; mais il est à peu près certain que la division en pays dont chacun faisait, jusqu'à présent, l'objet d'ambitions économiques incompatibles entre elles, diminue de façon notable la portée de cette affirmation. Le seul moyen non pas d'exporter (ce qui se faisait bien avant les récents événements), mais d'exporter dans ce que nous appellerons les conditions optima était de mettre fin à l'hétérogénéité économique et politique déjà signalée précédemment. L'Égypte avait, à portée de la main, si l'on peut dire, l'instrument capable d'homogénéiser à son profit la situation économique exportatrice du Moyen-Orient (le canal de Suez). Elle a su le comprendre et en profiter. Quel que soit le jugement que l'on porte, du point de vue de la morale internationale, sur la tactique adoptée, il n'en reste pas moins vrai que, sous l'angle strictement économique, la manœuvre prend une signification parfaitement claire. Dès lors,

nous allons le voir, le Moyen-Orient économique tendait à devenir nettement homogène : les deux membres de la proposition classique « exportations égalent importations » allaient être ce qu'ils doivent être. Restait une seule difficulté à résoudre, non plus d'ordre économique, mais d'ordre politique. Tout s'est alors gâté. L'apparente mobilité dont le monde oriental semble affecté depuis quelques mois, pourrait fort bien n'être que stérile agitation, à moins au contraire qu'il s'agisse des prémisses d'un bouleversement mondial. Reprenons donc, pour les discuter, les différentes propositions que nous venons d'énoncer.

Considéré non pas de façon globale mais pays par pays, le Moyen-Orient détient-il vraiment les biens économiques capables d'équilibrer la balance des comptes? Nul n'ignore que les terres du Moyen-Orient contiennent en quantités immenses ce qu'une imagerie d'inspiration économique qualifie « d'or noir », comme pour mieux indiquer qu'il est l'instrument capable d'équilibrer les échanges entre le Moyen-Orient et le reste du monde.

Laissons de côté l'Iran — pays du Moyen-Orient, sans doute, mais dans une position géographique très particulière — à la limite de l'Orient véritable, au sud du monde russe, enjeu de luttes sournoises, qui paraît vouloir effectuer son développement économique et politique de façon solitaire, ou en tout cas fort différente de la politique plus ou moins commune qui s'élabore. Il reste à examiner les autres unités politiques prises en considération par le Département d'État.

L'Arabie séoudite est actuellement le deuxième producteur de pétrole du groupe considéré. Chacun des puits en exploitation rendrait une moyenne quotidienne de presque 500 fois celle des puits américains.

La production augmente de façon régulière. Elle était, en 1956, de 47,874 tonnes métriques, ce qui la place non loin de la production de Koweït (54,982 milliers de tonnes métriques en 1956). Il est intéressant de constater, à cet effet, ce qu'est la production en pétrole de l'Égypte (encore, cependant, que ce dernier pays dispose d'autres instruments d'exportation que le pétrole, ce qu'on ne saurait dire, évidemment, de l'Arabie séoudite). En 1956, l'Égypte n'a produit que 1,800 milliers de tonnes métriques

de pétrole, contre 1,823 en 1955 et 1,995 en 1954. Diminution, sans aucun doute, de la production égyptienne, mais diminution d'un volume déjà fort éloigné de celui de l'Arabie voici 3 ans.

**Tableau I**  
**Production de pétrole (Arabie et Égypte)<sup>1</sup>**

	1954	1955	1956
Arabie.....	46,875	47,535	47,874
Égypte.....	1,995	1,823	1,800

Il est intéressant également de comparer les productions de l'Arabie et de l'Égypte à la production totale des pays que nous avons compris dans notre définition du Moyen-Orient (Arabie, Irak, Jordanie, Yemen, Aden, Égypte, Liban, Israël, Syrie):

**Tableau II**  
**Production de pétrole au Moyen-Orient<sup>2</sup>**

	1954		1955		1956	
	milliers de tonnes métriques	P.c. approximatif	milliers de tonnes métriques	P.c. approximatif	milliers de tonnes métriques	P.c. approximatif
① Ensemble des 9 pays pris en considération dans notre définition du Moyen-Orient. . . .	134,394	98	146,061	89	144,987	84
② Ensemble des pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, plus Iran et Turquie. . . . .	137,453	100	162,468	100	171,817	100
Différence entre ② et ①. . . . .	3,059		16,407		26,830	
Arabie.....	46,875	... des 9 pays 35 ... de l'ensemble 34	47,535	... des 9 pays 33 ... de l'ensemble 29	47,874	... des 9 pays 33 ... de l'ensemble 28
Égypte.....	1,995	... des 9 pays 1.4 ... de l'ensemble 1.3	1,823	... des 9 pays 1.2 ... de l'ensemble 1.2	1,800	... des 9 pays 1.2 ... de l'ensemble 1.0

1. Chiffres ayant servi de base à l'élaboration des tableaux I, II, III et IV, tirés de *Petroleum Press Service*, février 1957, Londres.

2. Idem.

## ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU MOYEN-ORIENT

Avant d'effectuer le commentaire du tableau précédent (dont les pourcentages nous semblent particulièrement riches en leçons), nous jugeons utile de présenter au lecteur un récapitulatif (chiffres arrondis) des productions globales de pétrole, indiquant en particulier leurs variations depuis dix ans, ainsi qu'un tableau consacré à la production d'Israël en pétrole.

**Tableau III**  
**Productions totales connues et prévues au Moyen-Orient<sup>1</sup>**  
(en milliers de tonnes métriques)

	1946	1952	1955	1956	1957 (prévision, compte non tenu des événements actuels)
Ensemble de tous les pays producteurs (y compris Iran et Turquie).....	35,000	106,000	162,000	172,000	(190,000)

**Tableau IV**  
**Production israélienne de pétrole<sup>1</sup>**  
(en milliers de tonnes métriques)

1954	1955	1956
0	0	30

Des quelques données chiffrées précédentes se dégage déjà l'impression suivante : les événements politiques de ces derniers mois ne seraient pas en rapport direct avec le rôle de l'Égypte dans l'élément exportations de la balance globale des comptes Moyen-Orient—monde occidental. Il se pourrait bien, justement, que le rôle en question, qui semble inversement proportionnel à la production du pétrole, ait eu pour mobile cet aspect négatif de la situation économique. Ne serait-ce pour faire échec à cette situation que l'Égypte a secoué sa torpeur?

<sup>1</sup>. Idem.

Il se pourrait aussi qu'on puisse expliquer, par ces quelques chiffres consacrés à l'Égypte et à l'Arabie, un certain nombre d'événements d'une très haute importance pour l'avenir du Moyen-Orient.

Tout d'abord, si l'Égypte ne joue pas un rôle fondamental dans la production du pétrole, les autres pays arabes peuvent fort bien suppléer à cette carence. Ils ne le peuvent, cependant, que dans la mesure où l'hétérogénéité que nous avons signalée cède la place à une certaine homogénéité économique. Le Moyen-Orient est encore loin d'avoir conscience d'une communauté d'intérêts. Nous verrons plus loin que le problème se complique encore, du fait de certaines considérations politiques: bien souvent, les intérêts des nations s'effacent devant ceux des particuliers par exemple. La réalisation d'un groupe économique homogène arabe ne peut se faire sans l'Égypte, bien que ce pays ne soit pas un grand producteur de pétrole. Produire n'est qu'une partie de l'activité économique. En fait, la production n'est que la phase numéro un de la vie économique, l'acte probablement le plus rudimentaire. La destination du produit demeure tout de même sa consommation. Et là, l'Égypte devient le chaînon indispensable, dans le présent, de l'homogénéité du Moyen-Orient. Le nom toujours plus célèbre de Suez devient la part égyptienne à l'acte d'exportation commun (ou qui voudrait l'être) du monde arabe. Que deviendra le pétrole, s'il ne peut s'écouler jusqu'à son marché de consommation naturel, l'Europe? On sent déjà, dans la récente visite d'Ibn Séoud, roi d'Arabie, à Washington, la traduction pratique de cette considération: une nouvelle fois les biens ne sont biens économiques que dans la mesure où ils peuvent s'appliquer à la satisfaction des besoins de l'homme. Les premiers balbutiements de la science économique que l'on s'applique à faire prononcer par l'étudiant, à l'Université, prennent soudain une signification immense. En même temps, apparaît mieux à l'esprit notre considération antérieure: le Moyen-Orient est pour l'instant une somme d'éléments économiques hétérogènes; or il ne peut constituer qu'un tout homogène, ou se trouver condamné au prolongement d'un état de choses séculaire: celui de sa faiblesse et de sa pauvreté. Mais en même temps devient compréhensible (abstraction faite des considérations religieuses d'un Islam qui, d'ailleurs, ne perd pas non

plus de vue cette question) la politique dite pan-arabe. Elle n'est en somme qu'une évolution normale, et redoutable, vers une homogénéité économique qui constituerait le seul état logique du Moyen-Orient. Celui-ci ne peut se passer de l'Égypte; l'Égypte ne peut se passer du Moyen-Orient dont il n'est, géographiquement, qu'un élément-frontière fort discutable.

Bien d'autres considérations encore naissent d'une méditation devant les chiffres du premier de nos tableaux. La marche à l'homogénéité économique est, en même temps, une marche à la direction unique. C'est là une remarque que nous avons déjà énoncée au début de cet article. On est loin, cette fois-ci, de l'hypothèse simplifiée. On se trouve plongé dans la mystérieuse complexité de la vie, complexité que dissimule l'écran des chiffres. L'Arabie séoudite n'est-elle pas en mesure, elle aussi, de faire échec à l'Égypte dans la course à la direction d'un Moyen-Orient en marche peut-être vers l'unité? En fait, la production de pétrole de l'Arabie est aussi énorme qu'est faible celle de l'Égypte. Pourtant, la cause n'est pas entendue simplement parce que l'on a mis en parallèle, pour 1956, les 47,874,000 tonnes métriques de l'Arabie et les 1,800,000 tonnes de l'Égypte. On en revient toujours, en fin de compte, aux problèmes fondamentaux de la science économique. Qui joue le rôle principal, dans la vie économique: le producteur, ou celui qui rend possible la mise à la disposition des consommateurs, des biens produits? Autrement dit, qui est en mesure d'assurer la direction de la vie économique du Moyen-Orient: l'Arabie, deuxième productrice de pétrole ou l'Égypte, seule capable de permettre ou d'interdire l'accès du pétrole à l'Europe consommatrice?

Nous n'en sommes sans doute qu'au second acte de la gigantesque affaire qui se trame entre le Nil et l'Euphrate. L'Égypte paraît avoir gagné la première manche, contre les chiffres, contre la géographie elle-même. Chacun compte les points.

Bien d'autres remarques encore peuvent naître de l'exégèse du tableau I. La recherche d'une homogénéité économique du Moyen-Orient peut se réaliser malgré l'existence d'Israël. En réalité, le 60 p.c. du pétrole exploité par le Moyen-Orient transite par Suez; et le 40 p.c. qui reste ne passe pas uniquement par le port d'Haïfa. En théorie, le Moyen-Orient arabe devrait être en mesure de ne pas se préoccuper d'Israël. Dans ces conditions,

les données économiques permettent-elles de comprendre, par exemple, le perpétuel état de guerre entre Israël et ses voisins arabes? Si l'on veut bien faire abstraction du problème des réfugiés arabes, qui n'est probablement qu'un faux problème (pourquoi les pays arabes n'acceptent-ils pas chez eux les réfugiés en question?), on se trouve conduit à la remarque suivante, qu'on présentera sous la forme interrogative, puisqu'il ne s'agit tout de même que d'un essai d'explication. Si l'Égypte contrôlait l'État d'Israël, ne serait-elle pas la principale voie de transit du pétrole vers l'Occident? Son importance ne la mettrait-elle pas en mesure de tenir en laisse l'Arabie elle-même?

À l'inverse, si l'Arabie contrôlait Israël, ne serait-elle pas en mesure de faire échec à l'Égypte, dans cet épineux problème du transit, devenant ainsi l'une des principales productrices de pétrole du Moyen-Orient et la voie de communication qui ferait perdre à Suez toute son importance? Du même coup, l'Égypte se trouverait éliminée de la course à la direction, dans la marche économique vers l'homogénéité.

Ainsi, n'arrive-t-on pas à cette conclusion que, dans l'immédiat, les intérêts opposés de l'Égypte et de l'Arabie nécessitant un recours à une tactique commune?

Égypte comme Arabie ne sont-elles pas en train, l'une et l'autre, de mettre en pratique le conseil de Wagemann: «Si l'on veut caractériser d'un mot l'art de la politique économique, on peut citer sans réserve ni restriction Clausewitz: 'voici la meilleure stratégie: être toujours vraiment fort, en général d'abord, et surtout sur le point décisif'»?<sup>1</sup>

Le passionnant, dans tout ceci, est précisément que ni l'Égypte ni l'Arabie n'ont suivi sans restriction le conseil de l'Allemand. Sur le point décisif, elles ont tenté de l'emporter, mais elles l'ont fait avant d'avoir réalisé la première partie du programme.

Nous dirons plus tard pourquoi. Nous nous demanderons alors si les événements du Moyen-Orient sont aussi définitifs qu'ils le paraissent au premier abord.

Le tableau II contient, lui aussi, de fort utiles enseignements. Il en ressort tout d'abord la constatation que le groupe de pays

1. E. Wagemann, *La stratégie économique*, Paris, 1938, p. 91.

inclus dans notre dénomination de Moyen-Orient perd petit à petit de son importance par rapport à l'ensemble des pays producteurs de pétrole de la région entière (la Russie, bien entendu, demeurant exclue de cet ensemble, sa participation à la production mondiale n'ayant pas précisément pour objet de simplifier une situation déjà fort tendue du point de vue politique).

De 98 p.c., le Moyen-Orient proprement dit est passé à 84 p.c. de cette production dont le monde occidental éprouve un besoin si pressant: soit, une diminution de 14 p.c. Qu'on n'aille cependant pas y voir le signe d'une modification prochaine radicale de la situation économique-politique envisagée sous l'angle des relations Occident—Moyen-Orient. La différence relevée provient essentiellement de l'accroissement de la production de l'Iran, production qui a passé de 3,000,000 de tonnes métriques en 1954 à 26,530,000 en 1956. Les prévisions pour l'année 1957 étaient fort optimistes. Cet optimisme n'est plus de mise, depuis le début de la crise du Moyen-Orient. L'Iran est peut-être en passe, grâce à ses efforts constants, de produire toujours davantage; il n'en demeure pas moins tributaire des moyens de distribution de ses produits: pipe-lines, canal de Suez. Cette constatation constitue évidemment une preuve d'un poids considérable dans le dilemme déjà énoncé: qui est le plus capable de contrôler la situation, le producteur ou celui qui détient les moyens de faire arriver le produit jusqu'au consommateur? Ainsi, les chiffres se trouvant dépouillés d'une partie de leur signification première, l'Iran apparaît—en dépit de sa situation géographique très particulière, et de son évident désir de se maintenir dans toute la mesure du possible, hors du conflit actuel, — essentiellement solidaire du Moyen-Orient. Cela n'est pas fait pour simplifier le problème d'un Moyen-Orient tendant à devenir homogène!

Notre tableau nous permet également de comprendre l'impatience que manifeste de plus en plus l'Arabie à l'égard de la politique pratiquée par l'Égypte. Que celle-ci, consciente de la puissance considérable conférée à sa politique par la possession de Suez, fasse traîner les choses en longueur, dans l'espoir de mieux faire sentir, et à l'Occident et à ses partenaires arabes, le rôle qu'elle est en mesure de jouer, cela ne saurait, on le conçoit, plaire à l'Arabie de Séoud, dont précisément la capacité de production de

pétrole ne cesse de croître. Même si l'on constate que cette production, en pourcentage, a diminué de 35 à 33 p.c. de la production du Moyen-Orient, entre 1954 et 1956, même si, envisagé pour la totalité des productions (Iran compris), ce pourcentage a marqué une légère régression (de 34 à 28 p.c.), l'Arabie n'en souffre pas moins, depuis quelques mois, d'une mévente très grave pour elle. En fin de compte, produire plus du tiers de la totalité du pétrole du Moyen-Orient constitue une force considérable dans une période calme, un handicap inquiétant en période troublée, pour un pays monoproduit. Il y a là, sans aucun doute, quelque chose à surveiller de très près pour les mois à venir : on est encore loin du calme parfait au Moyen-Orient ; le canal ouvert à nouveau ne fonctionnera que dans la mesure où la paix sera revenue au Moyen-Orient.

On pourrait même se demander si le roi Séoud ne commence pas à regretter d'avoir marqué une solidarité étroite avec la politique suivie au Caire. Nul ne le saura, sans doute, avant quelque temps. Certains indices permettent toutefois de le croire. Washington même pourrait, avant peu de mois, trouver que la chose a suffisamment duré. Mais ceci est encore un autre problème, dont il nous faudra parler plus tard.

Les pourcentages égyptiens révélés par le tableau II marquent mieux encore que les chiffres de production du tableau I, la dissemblance des situations dans le complexe problème des exportations du Moyen-Orient. On peut affirmer que l'Égypte perd moins à la prolongation de la crise actuelle que les autres pays du Moyen-Orient. Les droits de péage sur le transit à travers le canal, dont elle se trouve privée, agissent probablement peu sur la politique qu'elle suit. Il n'est nullement garanti que ces droits lui soient jamais versés en totalité. À l'origine du conflit, on pouvait croire que le canal resterait quelques temps sans clients. Mais très vite la circulation a repris, et le Caire accepte, ainsi que le lui ont proposé la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, un versement sous protêt des droits de péage. Plusieurs solutions définitives sont possibles. Mais quelle que soit celle à laquelle on aboutira, il n'en demeurera pas moins certain que la production égyptienne en pétrole aura peu à en souffrir. Après tout, l'Égypte n'est pas monoproduitrice, comme l'Arabie. Ce qui peut devenir

une perte gigantesque pour Riad prend moins d'importance aux yeux du Caire, où l'on ne doit pas ignorer les pourcentages dont nous faisons état. La production en pétrole de l'Égypte représentait, en 1954, 1.3 p.c. de la production totale de la région; elle est tombée à 1.0 p.c. en 1956, sans que, pour autant, la situation économique égyptienne se soit plus gravement détériorée.

Ainsi, le temps ne jouerait-il pas, à ce point de vue, en faveur de l'Égypte? Qui pourrait affirmer que l'Égypte, en plus du coup très dur qu'elle porte aux économies des pays européens, n'affaiblisse pas considérablement le sort de ses partenaires asiatiques, et n'augmente pas ainsi ses propres chances de prendre la tête du pan-arabisme? Il s'agit là, évidemment, d'un jeu subtil, d'une manœuvre délicate! On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure est fondée cette affirmation de Condillac: «Les spéculations de politique sont faciles, dans un siècle où l'on croit tout faire avec de l'argent!»<sup>1</sup>

Le tableau III conduit le lecteur à des considérations de nature plus générale que les précédentes. Combien parmi nous ne se sont-ils pas posé, depuis quelques mois, la question suivante: est-il possible que le monde ait évolué au point que des pays, soumis durant des décades au contrôle de pays étrangers, — particulièrement européens —, aient réussi non seulement à échapper à ce contrôle, mais plus encore à tenir en haleine leurs anciens dominateurs?

On peut découvrir dans les quelques chiffres du tableau III une leçon d'une immense portée. Au lendemain de la guerre — en 1946 — la production de pétrole de tous les pays producteurs du Moyen-Orient (y compris la Turquie et l'Iran) était de 35 millions de tonnes métriques. En dix ans (1946-1956) cette production passe à 172 millions de tonnes, soit à presque 5 fois son volume initial. Les chiffres n'ont de signification que replacés dans leur contexte. Il s'agit de chiffres de nature économique; c'est donc le contexte économique de ces dix années qu'il faudrait rétablir. On ne saurait évidemment effectuer ici semblable travail. Il sera nécessaire de se contenter de remarques générales. L'effort accompli par les pays de l'Europe occidentale (Allemagne, Grande-

1. Condillac, *Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*, Amsterdam et Paris, 1776, p. 581.

Bretagne, France, etc. . . ) n'a pas cessé de s'accroître: Les destructions de la dernière guerre ont été un stimulant d'une grande puissance. On ne mesure peut-être pas avec assez de netteté, de ce côté-ci de l'Atlantique, la somme de travail et de volonté que représente un après-guerre laborieux dont les grèves, les difficultés politiques ont trop souvent masqué la réalité. L'observateur impartial ne peut être que celui ayant, au lendemain de l'armistice, traversé ces ensembles industriels dévastés par les bombes, emprunté ces trains qui n'avançaient plus qu'au rythme de la pose de nouvelles voies ferrées, attendu des heures devant des magasins vides de tout produit. C'est un bilan complet de l'Europe acharnée à survivre, qu'il faudrait pouvoir dresser. Mais cette reconstruction s'accompagne d'une sorte de paradoxe. En même temps que le monde occidental, ayant reconstitué son appareil de production, prenait pour nouvel objectif de suivre le mouvement d'extraordinaire développement dont l'Amérique lui donnait l'exemple, elle perdait de vue, ou du moins semblait perdre de vue, l'étroite corrélation qui unit la production et la possession des ressources énergétiques. On peut répondre que la France, par exemple, a engagé, depuis dix ans, des sommes fabuleuses dans la prospection pétrolière. Ce n'est que l'un des aspects du problème. Elle n'a envisagé, selon toute apparence, que la moitié de la question: devenir indépendante économiquement par la production de ses propres ressources énergétiques ne pouvait être qu'un objectif à long terme; l'unique moyen, — pour reprendre une expression française du temps de guerre — d'assurer la soudure entre l'immédiat d'insuffisance et l'avenir d'abondance énergétique résidait dans la constitution d'immenses réserves de chacun des produits énergétiques nécessaires. Un exemple très récent éclairera le raisonnement: à l'instant de l'opération militaire du canal de Suez, les pays occidentaux ne détenaient que pour quelques jours de provision en pétrole. Quelle qu'eût été la suite des événements, il n'en demeurait pas moins que la marge de sécurité dont disposait l'Occident était plus que faible. Il a suffi d'une série d'imprévus pour que l'immense mécanique doive s'arrêter.

Si nous rappelons tout cela, ce n'est que pour donner plus de force aux chiffres de notre tableau III. Il eût été inconcevable que les pays du Moyen-Orient n'aient pas conscience, peu à peu, de

l'importance du rouage que constituaient leurs propres économies dans la vie de l'Occident. Nous nous demandons ce qui doit le plus surprendre, de la lenteur avec laquelle semble s'être manifestée cette prise de conscience, ou de la légèreté avec laquelle ce problème capital a été traité par le monde occidental européen. De 1946 à 1956, la production du pétrole n'a cessé de croître, à tel point que l'on prévoyait pour 1957 une production de 190,000 tonnes métriques. Les récents événements ont bouleversé ce calcul. Quelle que soit la durée du temps d'arrêt, on peut se hasarder, sans trop de risques, à prédire pour les dix prochaines années une poursuite incessante de la hausse; à moins cependant que la géologie ne vienne, par la mise à jour de gigantesques nouvelles nappes de pétrole, renverser les prévisions. Mais, même dans cette situation, la production du Moyen-Orient ne cesserait probablement pas de monter: on pourrait dire, pour parodier un jargon à la mode, que la production de pétrole est un véritable «accélérateur» de la production industrielle mondiale, et qu'à l'inverse les accroissements de la production industrielle, en exigeant toujours plus de ressources énergétiques, jouent le rôle d'un véritable «accélérateur» de l'exploitation du pétrole. Ainsi, le mouvement énergie—industrie—énergie contiendrait en lui-même une force d'accélération à peu près sans limite.

Il faut cependant remarquer, à propos de ces dernières réflexions, que le tableau III, prolongé au delà de l'année 1957, pourrait, dans le cas de nouvelles découvertes géologiques capables de libérer l'Occident de sa dépendance envers le Moyen-Orient, prendre une signification différente. Encore une fois, les chiffres doivent être replacés dans leur contexte. La situation 1946-1956 se présente comme marquant, en même temps qu'un développement croissant des industries occidentales, une dépendance sans cesse croissante à l'égard du Moyen-Orient (c'est ce que nous avons qualifié de paradoxe du développement); ayant réussi à devenir indépendante des ressources du Moyen-Orient, les économies occidentales continueraient à être les clientes des pays arabes; elles cesseraient d'être leurs vassales.

En somme, s'il faut résumer en un mot le tableau III, nous dirons de lui qu'il est une sorte de tableau de la vassalité économique

Europe—Moyen-Orient. Le mot est peut-être brutal? N'a-t-il pas récemment reçu la confirmation de l'Histoire?

Le tableau IV n'appelle que peu de remarques. Sa seule raison d'être: traduire le quasi-inexistence d'Israël dans la course au pétrole. Un fait demeure cependant certain: Israël, là encore, marque sa grande volonté de n'omettre aucun des moyens susceptibles de lui conférer soit un supplément d'autonomie, soit une arme nouvelle dans la recherche des instruments d'exportation. Le jeune état juif produit peu de pétrole? Sans doute la géographie elle-même en est-elle la seule cause.

Pourtant, par delà les chiffres, il y a les idées. Celles-ci marchent vite, vite comme les événements du monde, plus vite même puisqu'elles sont responsables de ces événements.

Israël ne dispose peut-être pas de ressources en pétrole. Mais sa position géographique pourrait bien bouleverser certaines données actuelles de la situation économique et politique au Moyen-Orient. Il a déjà été question, à plusieurs reprises, depuis les événements d'Égypte, d'un pipe-line qui transporterait le pétrole à travers le territoire juif, dépouillant ainsi le canal de Suez d'une partie au moins de son importance. L'Occident ne serait guère plus indépendant, puisqu'il substituerait une dépendance (celle à l'égard d'une coupure du pipe-line) à une autre dépendance (celle à l'égard d'un blocage du canal). Laquelle de ces deux dépendances pourrait être la moins lourde? Il faudrait être prophète pour le dire. Tout au plus peut-on supposer que la situation ainsi créée se rapprocherait d'une situation concurrentielle avec tout ce que cela suppose de relatif confort pour le «demandeur».

\* \* \*

*Introduction de nouvelles données à l'hypothèse simplifiée, ou: de l'économie primitive à l'économie équilibrée.* À vrai dire, on est déjà fort loin de cette hypothèse simplifiée où tout paraît se réduire à quelques données chiffrées, les exportations balançant les importations (ce qui serait le fondement d'un état d'équilibre) ou, au contraire, n'ayant avec elles qu'un lointain rapport (ce qui aurait pour résultat un état de déséquilibre économique quasi permanent,

générateur de troubles, de difficultés, etc. . . ). Mais, précisément, dès l'instant où nous avons introduit dans le raisonnement cette relation de cause à effet entre situation économique et événements proprement dits, nous avons abandonné l'économie, en tant que science indépendante, pour la replacer dans son cadre véritable: celui de l'humanité. On ne saurait, dans l'analyse des événements du Moyen-Orient, se contenter d'une explication purement économique, sous peine de ne donner au lecteur qu'une vue fort inexacte d'une situation infiniment compliquée. Il nous a bien fallu exposer déjà, de façon incidente, quelles sont certaines des forces qui se manifestent au Moyen-Orient. Les complications à ajouter à l'hypothèse simplifiée nous semblent de deux ordres: exogènes, endogènes. Qu'entendre par là?

Nous n'insisterons que peu sur le sujet. En dépit du plan choisi dans cette étude, il nous a bien fallu, sous peine de nous livrer à la seule spéculation, admettre que l'hypothèse simplifiée elle-même ne peut fonctionner que compte tenu des phénomènes ambiants. Nous n'insisterons donc pas davantage sur les complications externes que représentent, par exemple, les luttes d'influence entre l'Égypte et l'Arabie, ou entre pays arabes et Israël. Nous avons volontairement passé sous silence le cas assez particulier de l'Iran, celui-ci paraissait décidé, depuis quelques mois déjà, à se tenir un peu à l'écart de la politique suivie par les pays arabes du Moyen-Orient. L'Iran possède ses caractéristiques propres, et même son adhésion partielle à l'Islam ne s'est pas faite sans une restriction: celle de cette nuance particulière qu'est le Chiisme. Le pays a eu ses révolutions de palais; et sa propre révolution économique, amorcée de façon brutale, se poursuit aujourd'hui dans des conditions qui lui sont très particulières: l'Iran est solidaire du Moyen-Orient, économiquement parlant, mais cette solidarité n'exclut pas une réelle autonomie dans les moyens choisis pour arriver à l'indépendance.

L'élément de complication qu'on ne saurait passer sous silence — encore qu'il faille l'aborder avec une grande prudence — nous paraît être cette influence réelle ou supposée du grand capitalisme international dans le conflit actuel du Moyen-Orient. Ici, il est difficile de se livrer à autre chose qu'à des suppositions. Nous

abordons le domaine de ce qu'on nous permettra d'appeler «l'économie occulte», c'est-à-dire de ces mouvements inavoués, difficiles à percevoir avec précision, quasi indémontrables, qui exposent l'analyste à la raillerie, au haussement d'épaules, ou même à la haine farouche.

Gunnar Myrdal doit en savoir quelque chose! Son expérience le démontre. Myrdal (ou plutôt la Commission Myrdal, c'est-à-dire la Commission économique pour l'Europe) avait été chargé, vers la mi-septembre 1952, de préparer pour le Conseil économique et social des Nations-Unies, un rapport à propos de la situation économique des pays du Moyen-Orient. Si l'on en croit Joachim Joesten, journaliste américain, l'affaire créa de terribles remous à l'époque, dans les milieux journalistiques, mais aussi dans certains Conseils d'administration! Le rapport, sous sa forme définitive, n'était qu'un document édulcoré, paraît-il. Il signalait cependant que «les sommes considérables portées annuellement aux comptes bancaires privés des souverains des différents pays du Moyen-Orient, au titre de royautés sur l'exploitation des ressources pétrolières de ces pays par des sociétés étrangères, contrastaient grandement par leur importance avec l'infime partie qui en était investie couramment dans le but d'améliorer les conditions économiques générales, en dépit du besoin urgent de capitaux de tous ces pays.»<sup>1</sup> Selon Joesten, le rapport présenté n'était qu'une forme très atténuée des conclusions auxquelles Myrdal était arrivé, conclusions qu'on doit de connaître indirectement à l'indiscrétion de certains journalistes.

Myrdal aboutissait à la conclusion suivante: le cartel international du pétrole, compte tenu des intérêts financiers des grandes compagnies d'exploitation à capitaux étrangers, est en mesure de dicter ses conditions non seulement aux pays du Moyen-Orient, mais également à l'ensemble du monde. Cette puissance est-elle un mythe ou une réalité? Ce n'est pas ici l'endroit d'ouvrir un débat sur ce problème. Certains des chiffres avancés par Joesten ne manquent pas d'être significatifs. Que valent-ils? Nul ne le saura sans doute jamais. L'intérêt de la discussion soulevée par l'Américain réside dans le fait suivant: l'influence des grandes

1. *Le Figaro*, «N'oublions pas la fièvre du pétrole et ses menaces», par Joachim Joesten, Paris, 19 septembre 1955.

compagnies de pétrole ne doit pas nécessairement être considérée comme un élément de trouble au Moyen-Orient. Après tout, il n'est pas difficile de comprendre que sans les immenses capitaux mis en jeu par l'Aramco, par exemple, l'Arabie aurait probablement continué à s'endormir chaque soir, pendant des années, sur des richesses immenses mais inexploitées. On ne peut, dans une analyse économique, que faire des réserves sur le problème de la répartition des bénéfices résultant de l'exploitation du pétrole. Là encore, nous aimerions ne pas sembler reprendre à notre compte une querelle vieille presque comme l'économie, sur les parts réciproques revenant au propriétaire et à l'exploitant. On peut ne pas être d'accord sur le montant des royautés ristournées par les compagnies aux pays qui leur avaient accordé des concessions d'exploitation. Il s'agit plutôt là d'un détail que du fond du problème.

Le fait de la participation de capitaux étrangers peut être considéré comme l'une des causes exogènes des troubles du Moyen-Orient. Soit que les compagnies étrangères, rivales les unes des autres, aient tenté de s'évincer mutuellement en excitant en sous-main les nationalistes arabes (vieille accusation, d'ailleurs difficilement contrôlable), soit que le fait d'être soumis aux capitaux étrangers ait paru insupportable à des pays incapables d'ailleurs de s'en passer, il s'agit, dans l'un et dans l'autre cas, de causes exogènes, dans le déroulement des derniers événements.

Les causes que nous nommons endogènes, celles qui agissent véritablement par l'intérieur, ce sont en bonne partie ces luttes d'influence entre les divers pays du Moyen-Orient, et plus souvent encore entre individus au pouvoir dans ces pays — ou cherchant à y arriver.

Ici, le témoignage de Joesten ne manque pas d'être palpitant, bien qu'il ne soit plus de toute première fraîcheur: «C'est ainsi qu'en 1953, les trois principaux pays producteurs du Moyen-Orient: le Koweït, l'Arabie séoudite et l'Irak ont reçu globalement plus de 500 millions de dollars au titre de royautés sur l'exploitation de leurs puits de pétrole. Le roi d'Arabie séoudite, à lui seul, s'est vu attribuer la coquette somme de 225 millions de dollars, soit près de 80 milliards de francs . . . ce qui représente environ 75 p.c. du revenu national de l'Arabie séoudite.»<sup>1</sup>

1. Idem, *Le Figaro*, Paris, 16 septembre 1955.

Et plus loin, ce dernier passage qu'on nous permettra d'ajouter en complément à cet édifiant tableau: «D'autre part, on sait... que le total des comptes en banques à l'étranger du cheik de Koweït atteignait, en 1953, 100 millions de dollars.»<sup>1</sup>

Ainsi, le problème du Moyen-Orient, loin de se simplifier, se complique davantage encore. Les données économiques paraissent simples; nous étions convaincu qu'elles l'étaient. Il nous a bien fallu, peu à peu, faire remarquer qu'elles n'étaient pas tout le problème. Les données politiques ont pris place dans notre raisonnement. Tout eût encore pu apparaître d'une relative simplicité: quelque chose comme une grande et noble lutte d'un monde prenant connaissance de sa force, de son état séculaire de sujétion, et cherchant à s'en libérer. S'il en avait été ainsi, nous eussions pu conclure sur une remarque de ce genre: ayant pris conscience du poids économique qu'il représente, le Moyen-Orient perçoit, dans la politique, le moyen de tirer une leçon logique de l'économique.

À notre avis, l'apparition de quelques complications endogènes et exogènes remet tout en question. Un certain scepticisme paraît la seule attitude à prendre devant le déroulement des événements. Ce qui était clarté redevient ombre: luttes de personnes, trafic d'influences, royautés dont l'enjeu est la prépondérance sur le marché mondial, accaparement de ces royautés par tel ou tel chef, plutôt que redistribution à l'ensemble de la nation. À quoi bon multiplier les exemples?

Est-il même possible de tirer une conclusion? La chose paraît douteuse. On ne peut plus raisonner avec la quasi-certitude qu'offrent les données économiques. On peut, à la rigueur, comprendre le mécanisme des événements: toute prévision valable même pour les prochains mois devient dès lors jonglerie, fantaisie, délire de l'imagination.

On en vient ainsi, à l'issue d'une analyse consacrée au Moyen-Orient, à se dédire. À l'affirmation de Condillac: «Les spéculations de politique sont faciles» qu'on avait peut-être trop vite avancée dans le débat, on n'est pas loin d'opposer, non pas nécessairement le scepticisme de celui qui n'a pas réussi à découvrir le remède,

1. Idem, *Le Figaro*, Paris, 16 septembre 1955.

mais plutôt l'inquiétude de celui qui craint que les remèdes — car ils existent, mais nous dépassent encore — ne soient applicables avant que devienne réalité cette remarque de Raymond Aron: «Historiquement, il n'y a pas de révolution qui, comme toute conversion, ne change à la fois le milieu et les êtres.»<sup>1</sup>

Les êtres, ce n'est pas à notre monde occidental qu'il appartient de les changer. Pouvons-nous changer le milieu? Dans une certaine mesure, on serait tenté de répondre par l'affirmative. Sans doute est-il encore trop tôt pour dire si, au Moyen-Orient, l'économique l'emportera sur la politique. On nous permettra, en conclusion, de préciser notre pensée sur ce sujet.

Où en sont les choses, finalement, au Moyen-Orient? Nous avons abouti, semble-t-il à des remarques empreintes d'un certain pessimisme, traduction du scepticisme auquel nous semblaient conduire les données en notre possession: l'économique échappe, au Moyen-Orient, aux règles ordinaires, parce que, précisément, le jeu des lois usuelles se trouve contré par des données extra-économiques. Le seul moyen d'arriver à une suppression définitive des difficultés où nous nous trouvons plongés est donc de faire perdre toute influence aux complications endogènes et exogènes signalées, et de réduire ainsi les problèmes du Moyen-Orient aux considérations réunies sous le titre «hypothèse simplifiée». En d'autres termes, il convient de «dépolitiser» de toute urgence le problème. Si l'on y parvient — et alors seulement —, les troubles qui depuis des années menacent la paix dans cette partie du monde deviendront sensibles à des solutions en profondeur. Alors il sera possible d'envisager, par la suppression de la misère, une stabilisation définitive.

C'est, à notre avis, ce que le plan actuellement connu sous le nom de «Plan Eisenhower» a perdu de vue. L'aide aux pays sous-développés ne peut avoir de portée si elle s'effectue à chaud. Elle ne peut que s'effectuer à chaud si elle intervient dans un climat de tension politique proche de la guerre. Tout effort ainsi accompli nous paraît l'être en pure perte. C'est ce que nous appellerons — qu'on veuille bien nous passer l'expression — le «romantisme économique» de l'Amérique actuelle: prise de conscience de la misère humaine (ce qui est fort bien), désir généreux d'y mettre fin.

1. Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1948, p. 348.

Ceci constitue l'élément romantique de l'attitude américaine. Nouvelle prise de conscience, qui se veut réaliste: on ne met fin à la misère qu'au prix de grands sacrifices matériels — c'est l'élément économique du problème!

Le romantisme n'a rien à faire dans le problème: analyser froidement le problème, plus froidement encore tenter de le résoudre, rien d'autre n'est en mesure d'apporter des solutions durables. Ou bien, il nous faudra être prêt à voir devenir réalité le mot de Pascal: «Le dernier acte est sanglant, quelque belle que soit la comédie en tout le reste.»<sup>1</sup>

Jean MEHLING,  
*professeur à l'Université d'Ottawa.*

---

1. Pascal, *Pensées*, G. Crès et Cie, Paris, 1913, p. 95 (no 210).

On notera en complément aux quelques remarques contenues dans cet article, que les projets les plus divers ont été proposés à titre de solutions partielles aux difficultés économiques du Moyen-Orient. Tels sont, par exemple: a) le projet tendant à utiliser une partie des ressources fournies par l'exploitation du pétrole, en vue de la constitution d'une «Banque pour le développement des pays arabes». Il y aurait d'ailleurs matière à utiles commentaires. b) Le plan élaboré par Eric Johnston, envoyé du président Eisenhower, tendant à l'exécution de travaux de régularisation des eaux du Jourdain, les U.S.A. fournissant les capitaux nécessaires.